**Communiqué de presse**
17 décembre 2025

# La Belgique ne doit pas céder sur l'objectif 2035

## Pourquoi la récente proposition de la Commission Européenne sur les émissions $CO_2$ est un mauvais signal, et un risque pour l'économie belge

**Bruxelles, le 17 décembre 2025 – EV Belgium réagit vivement à la récente proposition de la Commission européenne de réduire l'objectif de $CO_2$ pour 2035 de 100 % à 90 %. Selon la fédération, il s'agit d'un *"mauvais signal"* qui nuit à la certitude économique de l'industrie automobile, alors qu'il est nécessaire d'accélérer l'électrification. Compte tenu de la position de leader de la Belgique en la matière et des nombreux investissements dans notre pays, EV Belgium appelle le gouvernement à continuer de défendre l'objectif zéro-émission et à ne pas laisser l'économie belge souffrir de nouvelles incertitudes.**

### Un mauvais signal

Hier, la Commission européenne a présenté son dernier paquet de mesures pour l'industrie automobile, qui propose d'assouplir l'objectif de l'UE en matière d'émissions de $CO_2$ pour 2035. Ce qui était jusqu'ici un objectif clair et sans ambiguïté – une réduction de 100 % des émissions – est désormais réduit à 90 %. Cela ouvre à nouveau la porte aux technologies de combustion fossile via des compensations, des e-carburants et des opérations comptables. « *L'objectif initial pour 2035 avait pour effet exactement ce qu'une politique industrielle efficace doit faire : créer des certitudes économiques* », affirme Philippe Vangeel, directeur d'EV Belgium.

Les constructeurs, fournisseurs, prestataires d'infrastructures de recharge, gestionnaires de réseau et investisseurs ont aligné leurs stratégies sur un avenir entièrement électrique. Cette clarté a permis des investissements, y compris en Belgique, dans la production de véhicules, de batteries, de logiciels et d'infrastructures (de recharge). L'assouplissement de l'objectif n'apporte dès lors aucune flexibilité, mais sème seulement le doute économique à un moment où l'Europe a justement besoin d'accélérer.

Vangeel souligne encore : « *Soyons clairs : cette proposition n'est pas encore définitive, et contient également des éléments positifs, notamment le mandat pour les voitures de société et l'électrification obligatoire des camionnettes* ». La proposition va maintenant être soumise au Parlement européen et aux États membres pour discussion. C'est l'occasion pour la Belgique de défendre ses intérêts.

### La Belgique a plus à perdre qu'à gagner

La Belgique n'est pas une spectatrice neutre dans ce débat. Outre l'importance de l'emploi, généré par la seule usine automobile du pays à Gand et les centaines d'entreprises actives dans l'écosystème des véhicules électriques, nous sommes parmi les leaders européens dans le domaine des véhicules électriques, du déploiement d'infrastructures de recharge et de l'électrification du parc automobile. Tout cela grâce à un cadre fiscal au service des objectifs climatiques européens. Nier cette réalité économique mettrait en péril des nombreuses entreprises et leurs investissements dans l'économie belge et l'emploi, tant dans l'usine de Gand que dans plusieurs centaines d'entreprises.

Pour EV Belgium, cette proposition – et son manque de clarté – représente un réel risque pour ces entreprises et ces investissements. Pourtant, la Belgique ne se contente pas de théoriser sur les véhicules électriques : elle l'a mis en œuvre. Notre réforme de la déductibilité des voitures de société – reconnue comme un modèle par la Commission – favorable aux véhicules zéro émission, a produit des résultats tangibles. D'autres pays européens doivent désormais suivre cet exemple et fixer des objectifs obligatoires pour l'électrification de leur parc de véhicules de société. Reconnaître aujourd'hui que 2035 n'est pas un objectif réalisable, c'est nier cette réalité.

En outre, la Commission introduit des incitants pour la production de « petits véhicules électriques », définis par une limite de longueur de 4 200 mm. La Belgique est-elle vraiment censée accepter un système dans lequel un véhicule construit en Belgique, tel que la Volvo EX30, d'une longueur de 4 233 mm, se trouve juste au-dessus du seuil, et compromettre ainsi sa position pour quelques millimètres ?

EV Belgium vzw/asbl
Wetstraat 81A - 1000 Brussel
contact@ev.be

**Que peut faire le gouvernement belge ?**

Tout retard dans la mise en œuvre du cadre européen pour 2035 aura un impact négatif sur la croissance économique, retardera l'accessibilité financière et affaiblit le marché des véhicules électriques d'occasion — précisément le marché qui rend l'électrification socialement et économiquement inclusive. Pour garantir la sécurité économique des entreprises belges, maintenir la mobilité abordable pour tous et prendre de nouvelles mesures en faveur d'une électrification plus rapide, EV Belgium appelle le gouvernement belge et, par extension, les députés européens belges à considérer les mesures suivantes, tant au niveau national qu'européen :

1. Dans les discussions à venir, **défendez sans réserve l'objectif de zéro émission à partir de 2035 et les nouvelles obligations pour les voitures de société et les camionnettes**, et empêchez que les moteurs à combustion fossile soient à nouveau autorisés.
2. **Élaborez une stratégie économique nationale visant à renforcer l'industrie des batteries et des bornes de recharge**, ancrées dans les secteurs chimiques et sidérurgiques existants.
3. Mettez en place dès que possible un **cadre fiscal permettant une électrification plus rapide des camionnettes et des camions**. Les objectifs nationaux pour les camionnettes ont été fixés dans le cadre de la proposition de la Commission européenne et peuvent être facilement atteints grâce à une déductibilité accrue, par analogie avec les voitures de société.

L'avenir du transport routier est électrique. La Belgique a déjà montré comment y parvenir. Pour l'utilisateur final, la proposition de la Commission n'offre en outre aucune garantie de rouler moins cher : tant à l'achat qu'à l'utilisation, avec le tax shift à venir sur l'énergie, il est certain que les PHEV ou les moteurs à combustion fossile resteront plus chers que les véhicules électriques, d'autant plus que le marché des VE atteint clairement un point de basculement.

**###**

---

**A propos d'EV Belgium**
EV Belgium est la fédération représentative dédiée au développement du marché de la mobilité zéro émission en Belgique. Aujourd'hui, nous comptons plus de 140 sociétés, dont des CPO, des MSP, des sociétés d'énergie, des marques de voitures, des importateurs et divers acteurs de la chaîne de production. Par le biais de la fédération, EV Belgium vise à accélérer le déploiement des véhicules à émission zéro en réunissant les fournisseurs de produits et de services dans ce segment avec les utilisateurs de véhicules électriques.

**Contacts presse**
Philippe Vangeel (directeur et porte-parole): philippe@ev.be
Site web: https://www.ev.be/fr/